



**Arrêté n° 21-117
portant ouverture d'une enquête publique préalable à la modification
des limites territoriales des communes de Beynes et de Thiverval-Grignon**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROT en qualité de préfet des Yvelines ;

Vu le décret du 27 août 2020 portant nomination de Monsieur Étienne DESPLANQUES, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2021-02-05-003 en date du 5 février 2021 portant délégation de signature à M. Étienne DESPLANQUES, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture des Yvelines ;

Vu la délibération n° 2021/072 en date du 29 juin 2021 du conseil municipal de Beynes ;

Vu la délibération n° 2021-027 en date du 1^{er} juillet 2021 du conseil municipal de Thiverval-Grignon ;

Vu le courrier en date du 21 décembre 2021 de la mairie de Beynes sollicitant l'organisation d'une enquête publique en vue de modifier les limites territoriales des communes de Beynes et de Thiverval-Grignon ;

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établie le 17 décembre 2020 pour l'année 2021 ;

Considérant que le collège François Rabelais situé à Beynes, est vétuste et qu'il ne répond plus aux nouvelles pratiques pédagogiques et aux critères environnementaux ;

Considérant que la parcelle cadastrée section B numéro 192 située sur le territoire de la commune de Thiverval-Grignon permet d'accueillir un collège et notamment son accessibilité en matière de voirie structurante facilitant sa desserte par les bus, un accès piéton sécurisé ainsi que des équipements sportifs ;

Considérant qu'il convient de procéder à la modification des limites territoriales des communes de Beynes et de Thiverval-Grignon ;

Considérant que le dossier est jugé complet et régulier ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1^{er} : Il sera procédé, sur le territoire des communes de Beynes et de Thiverval-Grignon, **du jeudi 27 janvier au vendredi 11 février 2022 inclus**, soit pendant une durée de 16 jours consécutifs, à une enquête publique portant sur la modification des limites territoriales des communes sus-visées.

Cette modification porte sur le rattachement à la commune de Beynes de la parcelle cadastrée section B numéro 192 située actuellement sur le territoire de la commune de Thiverval-Grignon.

Article 2 : Madame Brigitte MORVANT, chargée d'innovation sociale, est désignée en qualité de commissaire enquêteur.

Article 3 : Un avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique sera publié en caractères apparents par les soins du préfet, huit jours au moins avant le début de l'enquête, dans deux journaux habilités à recevoir les annonces légales et judiciaires dans le département.

Un second avis sera rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans les mêmes journaux.

Cet avis sera également publié par voies d'affiches, et éventuellement par tout autre procédé, dans les communes de Beynes et de Thiverval-Grignon, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette formalité devra être certifié par les maires de Beynes et de Thiverval-Grignon qui transmettront un certificat d'affichage à la préfecture des Yvelines – Direction de la Réglementation et des Collectivités Territoriales – Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques – 1 rue Jean Houdon – 78000 Versailles.

Article 4 : Le dossier d'enquête sera déposé dans les mairies de Beynes et de Thiverval-Grignon, et mis à la disposition du public pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public.

Article 5 : Pendant la durée de l'enquête, toutes les observations sur la modification des limites territoriales des communes pourront être, soit consignées par les intéressés sur les registres d'enquête ouverts à cet effet dans les mairies de Beynes et de Thiverval-Grignon, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public, soit adressées par écrit au commissaire enquêteur domicilié pour cette enquête à la mairie de Beynes, désignée comme siège de l'enquête, afin d'être annexées au registre. Ces registres, à feuillets non mobiles, seront cotés et paraphés par le commissaire enquêteur.

Article 6 : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recueillir les observations de toute personne intéressée, aux jours et heures suivants :

À la mairie de Beynes :

- le vendredi 11 février 2022 de 9 h à 12 h 30

À la mairie de Thiverval-Grignon :

- le jeudi 27 janvier 2022 de 9 h à 12 h

En raison de l'épidémie liée au Covid-19, toutes les précautions sanitaires nécessaires seront prises pour accueillir le public dans de bonnes conditions dans les lieux d'enquête notamment lors des permanences.

Article 7 : À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par les maires ou leurs représentants, puis transmis dans les 24 heures, par pli recommandé avec demande d'avis de réception, au commissaire enquêteur.

Article 8 : Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Ces documents seront transmis au préfet des Yvelines dans un délai de trente jours, à compter de la clôture de l'enquête, accompagnés du registre et pièces annexes ainsi que du dossier d'enquête.

Dès réception, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera notifiée aux mairies de Beynes et de Thiverval-Grignon.

Article 9 : Tous les frais relatifs à l'enquête publique, notamment les frais de publication de l'avis d'enquête dans deux journaux locaux et l'indemnisation du commissaire enquêteur, seront à la charge de la commune de Beynes.

Article 10 : Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, disponibles pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête, à la préfecture de Versailles, à la sous-préfecture de Rambouillet ainsi que dans les mairies de Beynes et de Thiverval-Grignon, aux heures habituelles d'ouverture

des bureaux au public, ainsi que sur le site internet de la préfecture (<https://www.yvelines.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Urbanisme-Amenagement>).

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Rambouillet et les maires de Beynes et de Thiverval-Grignon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27 DEC. 2021

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

**Enquête publique – Modification des limites territoriales
Entre les communes de Beynes
et de Thiverval-Grignon**

Autorité compétente

A la conclusion de l'enquête publique, le représentant de l'Etat dans le département des Yvelines prendra sa décision sur la modification des limites communales.

Textes régissant la présente procédure d'enquête publique

Code général des collectivités territoriales

Article L2112-2

Modifié par ORDONNANCE n°2015-1341 du 23 octobre 2015 - art. 5

Les modifications aux limites territoriales des communes et le transfert de leurs chefs-lieux sont décidés après enquête publique, réalisée conformément au code des relations entre le public et l'administration, dans les communes intéressées sur le projet lui-même et sur ses conditions.

Le représentant de l'Etat dans le département prescrit cette enquête publique, réalisée conformément au code des relations entre le public et l'administration, lorsqu'il a été saisi d'une demande à cet effet soit par le conseil municipal de l'une des communes, soit par le tiers des électeurs inscrits de la commune ou de la portion de territoire en question. Il peut aussi l'ordonner d'office.

L'enquête publique, réalisée conformément au code des relations entre le public et l'administration, n'est pas obligatoire s'il s'agit d'une fusion de communes.

Si la demande concerne le détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune pour l'ériger en commune séparée, elle doit, pour être recevable, être confirmée à l'expiration d'un délai d'une année.

Article L2112-3

Créé par Loi 96-142 1996-02-21 JORF 24 février 1996

Si le projet concerne le détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune, soit pour la rattacher à une autre commune, soit pour l'ériger en commune séparée, un arrêté du représentant de l'Etat dans le département institue, pour cette section ou cette portion de territoire, une commission qui donne son avis sur le projet.

Le nombre des membres de la commission est fixé par cet arrêté.

Les membres de la commission, choisis parmi les personnes éligibles au conseil municipal de la commune, sont élus selon les mêmes règles que les conseillers municipaux des communes de moins de 2 500 habitants.

**Enquête publique – Modification des limites territoriales
Entre les communes de Beynes
et de Thiverval-Grignon**

Sont électeurs, lorsqu'ils sont inscrits sur les listes électorales de la commune, les habitants ayant un domicile réel et fixe sur le territoire de la section ou de la portion de territoire et les propriétaires de biens fonciers sis sur cette section ou portion de territoire.

La commission élit en son sein son président.

Article L2112-4

Modifié par LOI n°2010-1563 du 16 décembre 2010 - art. 24 (V)

Après accomplissement des formalités prévues aux articles L. 2112-2 et L. 2112-3, les conseils municipaux donnent obligatoirement leur avis.

Article L2112-5

Créé par Loi 96-142 1996-02-21 JORF 24 février 1996

Sous réserve des dispositions des articles L. 3112-1 et L. 3112-2 concernant les limites des départements, les décisions relatives à la modification des limites territoriales des communes et à la fixation ou au transfert de chefs-lieux résultant ou non de cette modification sont prononcées par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Toutefois, un décret en Conseil d'Etat, sur la proposition du ministre de l'intérieur, est requis lorsque la modification territoriale projetée a pour effet de porter atteinte aux limites cantonales.

Article L2112-5-1

Créé par Loi n°2004-809 du 13 août 2004 - art. 182 JORF 17 août 2004

Dans le cas où une portion de commune est érigée en commune distincte, la nouvelle commune devient membre de plein droit des établissements publics de coopération intercommunale auxquels appartenait la commune dont elle a été détachée, sauf en cas de désignation d'autres établissements dans l'arrêté prévu à l'article L. 2112-5. La participation de la nouvelle commune auxdits établissements se fait selon les dispositions prévues dans le présent code. En cas de désignation d'autres établissements, le retrait de l'établissement d'origine s'effectue dans les conditions fixées par l'article L. 5211-25-1.

Article L2112-6

Modifié par LOI n°2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1 (V)

Tout projet de modification des limites territoriales des communes est soumis à l'avis du conseil départemental, qui se prononce dans un délai de six semaines à compter de sa saisine. A l'expiration de ce délai, son avis est réputé rendu.

Article L2112-7

Modifié par LOI n°2013-428 du 27 mai 2013 - art. 19

Les biens meubles et immeubles appartenant à la commune située, à la date de publication de l'arrêté ou du décret prévu à l'article L. 2112-5, sur la portion de territoire faisant l'objet d'un

**Enquête publique – Modification des limites territoriales
Entre les communes de Beynes
et de Thiverval-Grignon**

rattachement à une autre commune ou ceux appartenant à une commune réunie à une autre commune deviennent la propriété de cette autre commune.

S'ils se trouvent sur une portion de territoire érigée en commune distincte, ils deviennent la propriété de cette nouvelle commune.

Article L2112-10

Modifié par LOI n°2013-428 du 27 mai 2013 - art. 19

Les actes qui prononcent la modification des limites territoriales des communes en déterminent toutes les conditions autres que celles prévues à l'article L. 2112-7.

Lorsque l'acte requis est un décret, il peut décider que certaines de ces conditions sont déterminées par un arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Le représentant de l'Etat dans le département peut prendre par arrêté toutes dispositions transitoires pour assurer la continuité des services publics jusqu'à l'installation des nouvelles assemblées municipales.

Article L2112-11

Créé par Loi 96-142 1996-02-21 JORF 24 février 1996

Lorsqu'une portion de territoire d'une commune est rattachée à une autre commune, l'autorité habilitée à prendre cette mesure peut décider que les conseils municipaux sont maintenus en fonction.

Article L2112-12

Créé par Loi 96-142 1996-02-21 JORF 24 février 1996

Lorsqu'une portion de territoire d'une commune est érigée en commune séparée, le conseil municipal est dissous de plein droit.

Il est immédiatement procédé à de nouvelles élections à moins que la modification n'intervienne dans les trois mois qui précèdent le renouvellement général des conseils municipaux.

Jusqu'à l'installation des nouvelles assemblées municipales, les intérêts de chaque commune sont gérés par une délégation spéciale qui est désignée par l'autorité habilitée à prononcer la modification des limites territoriales.

Article L2112-13

Modifié par Ordonnance n°2010-462 du 6 mai 2010 - art. 1

Les modifications des limites territoriales des communes justifiées par les nécessités du remembrement des exploitations rurales sont opérées dans les conditions prévues à l'article L. 123-5 du code rural et de la pêche maritime.

**Enquête publique – Modification des limites territoriales
Entre les communes de Beynes
et de Thiverval-Grignon**

Code des relations entre le public et l'administration.

Article L134-1

Créé par ORDONNANCE n°2015-1341 du 23 octobre 2015 - art.

Sans préjudice de dispositions particulières figurant dans d'autres textes, le présent chapitre régit les enquêtes publiques qui doivent être organisées par l'administration et qui ne relèvent ni du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ni du code de l'environnement.

Article L134-2

Créé par ORDONNANCE n°2015-1341 du 23 octobre 2015 - art.

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration d'une décision administrative. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par l'administration compétente avant la prise de décision.

Article R134-3

Créé par DÉCRET n°2015-1342 du 23 octobre 2015 - art.

Lorsque l'enquête publique porte sur une opération qui concerne le territoire d'un seul département, elle est ouverte et organisée jusqu'à sa clôture par le préfet de ce département.

Article R134-22

Créé par DÉCRET n°2015-1342 du 23 octobre 2015 - art.

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :

- 1° Une notice explicative, qui indique l'objet du projet et les raisons pour lesquelles, parmi les partis envisagés, le projet soumis à l'enquête a été retenu, notamment du point de vue de son insertion dans l'environnement ;
- 2° Un plan de situation ;
- 3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique et la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de celle-ci ;
- 4° Les autorités compétentes pour prendre la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête ;
- 5° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet, sauf à organiser un autre mode de consultation s'ils sont très volumineux.

**Enquête publique – Modification des limites territoriales
Entre les communes de Beynes
et de Thiverval-Grignon**

Article R134-23

Créé par DÉCRET n°2015-1342 du 23 octobre 2015 - art.

Lorsque l'enquête publique s'inscrit dans le cadre d'un projet de réalisation de travaux ou d'ouvrages, le dossier soumis à l'enquête comprend, outre les documents mentionnés à l'article R. 134-22, au moins :

- 1° Le plan général des travaux ;
- 2° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- 3° L'appréciation sommaire des dépenses.

